

Quotas sur les automobiles

permis de survivre, de prospérer et de sauvegarder directement 10,000 emplois et trois fois ce chiffre chez ses fournisseurs. Ce gouvernement est intervenu et conclu une entente avec Ford, ce qui a évité la fermeture de l'usine principale à Oakville et a encouragé la compagnie à rééquiper son usine pour pouvoir fabriquer les nouveaux modèles de voitures à traction avant.

Il a créé le Programme d'adaptation de l'industrie et de la main-d'œuvre, qui a fourni aux fabricants canadiens de pièces les capitaux nécessaires pour investir dans du matériel de haute technologie, pour qu'ils puissent faire face à la concurrence sur le marché nord-américain des pièces. Il a également créé le Programme de développement industriel régional, qui a succédé au programme PAIMO. Avant le changement de gouvernement, ce programme a pu faire réaliser, de concert avec l'AEIE, environ 2.5 milliards d'investissements dans la construction automobile; il y a eu par exemple le projet d'American Motors à Brampton, ainsi que les projets General Motors à Oshawa et à St. Catharines.

Toute cela a pu être fait parce que le gouvernement libéral précédent avait réussi à obtenir l'accord des Japonais à des contingentements—appelons-les ainsi parce que c'est ce qu'ils sont—destinés à ralentir le rythme des arrivées de voitures japonaises sur le marché canadien. Ces accords ont donné à l'industrie un temps de répit pour lui permettre de mener à terme l'opération déjà très réussie de restructuration et de reconstruction.

Et, maintenant, quand l'industrie dit nettement que même si la restructuration est avancée, il lui faut une nouvelle période de répit, le gouvernement répond seulement, malgré tout le temps qu'il a eu, qu'il poursuit les discussions avec les Japonais.

Et quand l'industrie dit en outre au gouvernement que le Canada a besoin des moyens de pressions que sont les accords de contingentement pour amener les Japonais à s'engager à faire au Canada ce qu'ils n'ont pas encore fait, c'est-à-dire nous accorder une juste part de leurs investissements, de leur production et de leurs emplois dans le secteur nord-américain de la construction automobile, tout ce que le gouvernement trouve à nous dire c'est qu'il poursuit les discussions.

Ce que le gouvernement devrait faire, en privé et surtout en public, c'est de dire aux Japonais que les contingents actuels vont demeurer en place tant et aussi longtemps qu'ils ne se seront pas engagés véritablement et irrévocablement à investir, à produire et à fournir des emplois au Canada en proportion de ce qu'ils ont déjà commencé à faire aux États-Unis. Le gouvernement devrait dire aux Japonais que ces contingents doivent demeurer tant que les Japonais ne se sont pas pliés aux mêmes règles que les constructeurs nord-américains en matière de construction, d'investissements et d'emplois au Canada, comme condition d'accès à notre marché.

Pourquoi le ministre n'a-t-il pas eu le courage d'envoyer aujourd'hui ce message aux Japonais depuis la tribune de la Chambre des communes? Tout ce qu'il a dit, c'est que le ministre du Commerce international (M. Kelleher) va envoyer une lettre à son homologue japonais. Il faut autre chose que cela. Il faut que le ministre ait au Japon des entretiens sérieux

avec les Japonais, pour obtenir le genre de résultat dont je parlais, au profit des travailleurs canadiens de l'automobile et de l'économie canadienne en général.

Soyons justes. Le ministre a au moins répondu à une de mes demandes, et c'est de dire aux Japonais qu'on ne leur permettrait pas d'inonder le marché canadien s'il n'y avait pas d'accord de conclu le 31 mars. Le ministre a employé des termes vagues et flous, ce qui ne lui ressemble guère.

● (1420)

Je pense bien que ce que j'ai dit au sujet du sens des paroles du ministre est juste et que les Japonais ont compris non seulement que le gouvernement va contrôler les entrées de voitures japonaises au Canada pendant que les négociations vont se poursuivre, mais aussi qu'il est prêt à agir vigoureusement, si le besoin se fait sentir, pour empêcher que les voitures japonaises n'envahissent notre marché.

Le gouvernement doit faire comprendre aux Japonais que la situation aux États-Unis ne peut servir de point de départ pour des accords entre le Japon et le Canada sur l'importation de voitures japonaises au Canada. L'économie américaine est la plus grande et la plus puissante du monde. Les Américains disposent d'avantages économiques sans recourir au contingentement. Nous savons que pour obtenir des investissements qui commencent à se manifester, en l'absence de mesures de contingentement, de programmes de développement industriel régional et de contrôle des investissements étrangers, malheureusement, le gouvernement a déjà commencé à faiblir. Les Américains, semble-t-il, se sont entendus avec les Japonais pour autoriser une hausse de 24 p. 100 des importations japonaises. Il nous faut faire comprendre aux Japonais que cela ne nous convient pas, que ce n'est pas ce qui convient aux intérêts du Canada.

Notre position est très différente. Je le répète, nous devons faire comprendre aux Japonais que les quotas doivent rester les mêmes en attendant de pouvoir compter sur l'accord recommandé unanimement par le groupe d'étude sur la production automobile qui réunissait les monteurs, les fabricants de pièces et les syndicats. Si les négociations n'aboutissent pas, au besoin, le gouvernement devra procéder par voie législative.

Au fond, le ministre semble disposé à faciliter la réélection de M. Miller en Ontario. Nous redoutons que de mauvaises nouvelles attendent les travailleurs de l'automobile de cette province. Le gouvernement du Canada aimerait bien que les élections en Ontario aient déjà eu lieu. Tout au moins, ce qu'on veut faire comprendre à M. Miller aujourd'hui, c'est qu'il n'a pas, auprès du gouvernement actuel, l'influence dont il se vante auprès de l'électorat ontarien.

Pour conclure, nous avons entendu une déclaration très décevante de la part du gouvernement. Il a dit aux Canadiens qu'il ferait plus et mieux. Ce n'est pas le cas. Cela nous inquiète et, au nom de l'opposition officielle, des travailleurs de l'automobile et des Canadiens, je trouve que le gouvernement a fait bien peu jusqu'à présent, lui qui affirme avoir l'autorité et le mandat pour faire davantage. Une fois de plus, il a déçu les Canadiens.